

A la veille du Budget, une suggestion à la ministre des Finances du Québec

(Montréal, le 15 mars 2009) – Alors que la ministre des Finances, madame Monique Jérôme-Forget, est à mettre la dernière main au prochain budget du gouvernement du Québec, le Mouvement pour les Arts et les lettres souhaite lui faire une recommandation qui, si elle était retenue, aurait un double effet :

- elle apporterait une aide substantielle aux artistes et travailleurs de la culture québécois durement atteints par la présente crise économique, crise amplifiée par les coupures de programmes du gouvernement fédéral;
- elle lui permettrait en même temps d'honorer un engagement pris par le Premier ministre du Québec et chef du Parti Libéral du Québec durant la dernière campagne électorale.

On se souviendra en effet que, sur fond d'abolition par le gouvernement fédéral de nombreux programmes de soutien aux arts et à la culture, le Premier ministre Charest avait promis qu'un gouvernement du Parti Libéral, s'il était réélu, abolirait la taxe de vente du Québec (TVQ) sur les produits culturels.

Estimant que cet engagement représentait quelque 50 M\$ annuellement en soutien à la culture, monsieur Charest avait fait valoir qu'il était important d'aider le milieu culturel québécois à traverser la crise qui pointait alors à l'horizon. « *Il est important de soutenir la culture en période économique plus difficile, avait affirmé monsieur Charest, ajoutant qu'au Québec, la culture n'est jamais un luxe. Elle est identitaire, elle est nécessaire* ».

Comme la crise économique frappe aujourd'hui le Québec de plein fouet, comme le gouvernement de monsieur Charest se disait disposé à se priver de revenus de l'ordre de 50 M\$ annuellement pour aider la culture à passer à travers ces moments difficiles et comme la mesure proposée en cours de campagne électorale semble plus difficile et complexe à mettre en place que prévu, le Mouvement pour les arts et les lettres propose à la ministre des Finances de diriger plutôt cette somme de 50 M\$ vers des organismes comme le Conseil des arts et des lettres du Québec, dont le mandat est justement de soutenir et consolider les secteurs québécois des arts et de la culture, et la Société de développement des entreprises culturelles.

Depuis sa création, le Mouvement pour les arts et les lettres milite en faveur d'une hausse substantielle des budgets récurrents du Conseil des arts et des lettres du Québec, de façon à ce que ce dernier puisse être à la hauteur des exigences de sa mission en répondant plus adéquatement aux besoins du secteur des arts et des lettres. La crise économique dans laquelle le Québec est maintenant plongé ne donne que plus de substance aux revendications du M.A.L.

Il n'est sans doute pas inutile de citer ici une recherche publiée il y a quelques jours à peine par Hill Stratégies, une société spécialisée dans les études et analyses du secteur des arts. Cette recherche révèle que le revenu annuel moyen des artistes québécois se situe à 24 600 \$, soit 25% de moins que le revenu moyen de la population active québécoise. Pire encore, Hill Stratégies constate qu'au Québec le revenu moyen des artistes a chuté de 11% entre 1990 et 2005. Le ralentissement économique qui frappe toutes les sphères de la société atteint donc très durement les artistes et travailleurs de la culture à statut précaire et à faible revenu.

Le secteur des arts et de la culture regroupe au total quelque 200 000 travailleurs, pour une grande part autonomes ou qui évoluent au sein de petites ou très petites entreprises. Ce secteur constitue néanmoins un moteur économique majeur, représentant à lui seul environ 8 % du P.I.B. du Québec, soit plus que des secteurs économiques majeurs tels que l'agriculture, les mines ou l'exploitation forestière, secteurs auxquels le gouvernement apporte traditionnellement un soutien massif.

Le milieu des arts et de la culture souhaite donc être considéré comme un secteur économique à part entière, qui vit dans le contexte actuel des difficultés similaires aux autres secteurs d'activité et qui nécessite un soutien comparable de la part de l'État. Selon le Mouvement pour les arts et les lettres, cela devrait se refléter par des mesures concrètes annoncées ce jeudi 19 mars dans le prochain budget de l'État québécois.

- 30 -

Source : Mouvement pour les arts et les lettres

Contact presse : Sarah-Émilie Bouchard
HKDP Communications et affaires publiques
Bureau : 514 395-0375, poste 229
Portable : 514 250-7595
sebouchard@hkdp.qc.ca

Le Mouvement pour les arts et les lettres regroupe huit organisations nationales et treize conseils régionaux de la culture du secteur des arts et des lettres, qui représentent près de 14 000 artistes professionnels, écrivains et travailleurs culturels. Le Mouvement est constitué du Conseil québécois du théâtre, du Conseil québécois de la musique, du Conseil des métiers d'art du Québec, du Conseil québécois des arts médiatiques, du Regroupement québécois de la danse, de l'Union des écrivaines et écrivains québécois, du Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec, de En piste – le regroupement national des arts du cirque – ainsi que des conseils régionaux de la culture de l'Estrie, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Montérégie, du Saguenay, de la Mauricie, du Centre du Québec, de l'Outaouais, des Laurentides, de Lanaudière, du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord, de la Gaspésie et de la région de Québec-Chaudières-Appalaches. La mission des conseils régionaux de la culture est d'appuyer le développement des arts et de la culture dans leur région.